

Résultats RICA 2012 Midi-Pyrénées - Analyse financière 2012, année exceptionnelle pour les céréaliers

Dans le prolongement de 2011, les marchés agricoles, toujours orientés à la hausse en 2012, permettent aux exploitations agricoles régionales de consolider fortement leurs résultats économiques. Les trésoreries atteignent un niveau confortable, la valeur ajoutée et le revenu des ménages agricoles progressent fortement. Cette tendance globale ne concerne cependant pas tous les producteurs. Ainsi, les éleveurs de bovins lait et d'ovins viande pâtissent du renchérissement de l'alimentation animale. En outre, même pour les agriculteurs avantagés par la hausse des cours mondiaux des matières premières agricoles, l'embellie est à relativiser car l'année 2013 leur est beaucoup moins favorable.

Retour sur le contexte économique 2013

En 2013, la trésorerie des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées se dégrade, la campagne agricole étant décevante (baisse des volumes et des prix), notamment pour les exploitations spécialisées en grandes cultures. L'excédent brut d'exploitation se replie sensiblement et, en corollaire, le montant des capitaux propres et la capacité d'autofinancement diminuent. Le besoin en fonds de roulement (correspondant au financement du cycle de production) n'est plus suffisamment couvert par le fonds de roulement, constitué par les ressources stables (capitaux permanents).

En conséquence, le niveau des trésoreries s'avère insuffisant pour assurer un bon flux financier. Cette baisse des performances économiques touche, au premier chef, les céréaliers. Les polyculteurs et polyéleveurs, les éleveurs d'ovins lait et viande et, dans une moindre mesure, les éleveurs de bovins viande ne sont pas épargnés.

En revanche, dans l'orientation bovins lait, la revalorisation continue du prix du lait durant l'année 2013 compense largement la baisse de production et le renchérissement de l'alimentation animale. Les arboriculteurs, qui présentent toutefois de fortes disparités de performance (selon l'espèce fruitière cultivée, selon la localisation des accidents climatiques...), bénéficient d'une bonne campagne 2013 en terme de prix.

En 2012, la ferme de Midi-Pyrénées profite du maintien des prix élevés des céréales ainsi que du raffermissement des cours des animaux de boucherie.

Les soldes intermédiaires de gestion progressent fortement : +17,1 % pour la valeur ajoutée, +9,1 % pour l'excédent brut d'exploitation (EBE). Grandes cultures, arboriculture, élevages, polyculture et polyélevage, toutes les orientations de production contribuent à cette tendance générale, à l'exception des éleveurs de bovins lait. La baisse des livraisons de lait à l'industrie et le repli du prix du lait, couplés à une augmentation des charges d'alimentation du troupeau, ont un effet ciseau sur les résultats économiques de ces exploitations.

L'évolution des trésoreries est en corrélation avec celle de l'EBE. Hormis en bovins lait, la consolidation du fonds de roulement couvre largement le besoin en financement du cycle d'exploitation. En conséquence, la trésorerie nette de la ferme régionale présente un taux de croissance à deux chiffres (+13 %).

Également en corrélation avec l'évolution positive de l'EBE, les capitaux propres augmentent de 7,4 %.

Ces bons résultats économiques sont mis à profit pour financer plus d'investissements corporels (y compris foncier agricole). Ces derniers progressent de 33 % bien que le taux d'endettement, à 29 %, se replie de deux points par rapport à 2011.

Bovins viande : une bouffée d'oxygène

Au sortir d'une succession d'années difficiles, les éleveurs de bovins viande entrevoient une accalmie, voire une perspective d'amélioration. Les cours de toutes les catégories de bovins progressent nettement en 2012 alors que les charges d'approvisionnement s'alourdissent relativement peu (+3,4 %). En conséquence, le chiffre d'affaires dans cette orientation de production augmente de 9,6 % en moyenne et la valeur ajoutée est multipliée par deux, ce qui permet à l'EBE de progresser de 13 % bien que le niveau des subventions reste constant. In fine, les capitaux propres gagnent 1 %, le fonds de roulement, en hausse de 2 %, couvre largement le financement du cycle d'exploitation, ce qui permet un net redressement du niveau des trésoreries

(+28 %). Dans ce contexte de perspectives économiques enfin favorables, la progression des investissements corporels est significative : en moyenne par exploitation, ils passent de 4 349 € en 2011 à 11 393 € en 2012. Toutefois, cet effort étant absorbé par les dotations aux amortissements, le niveau d'investissement corporel net reste négatif. Ainsi, le phénomène de décapitalisation, bien que très ralenti, se poursuit. Les perspectives d'embellie devront se confirmer les années suivantes pour redonner de la lisibilité à ces éleveurs.

Ovins lait : le maintien

Pour les producteurs de lait de la zone Roquefort, l'environnement économique est plus favorable en 2012 qu'en 2011. Le prix du lait de brebis augmente de 2 % ainsi que le volume de production (+1 %), ce qui permet au chiffre d'affaires de croître de 6 %. Bien que les charges d'approvisionnement s'alourdissent encore en 2012 (+9 %), la valeur ajoutée et l'EBE progressent respectivement de 3,5 % et 3 %.

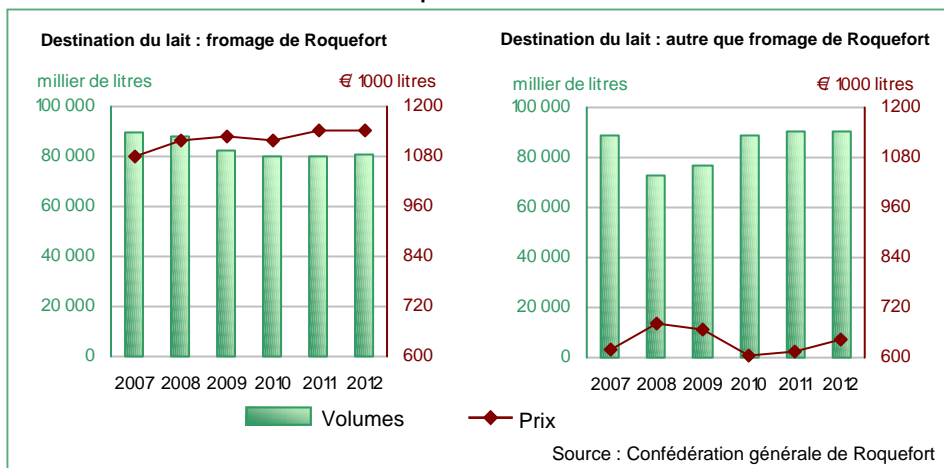
L'impact s'avère positif sur l'état des trésoreries qui augmentent de 11 %. Malgré cette tendance favorable, le niveau des investissements corporels régresse de 2 % et la décapitalisation se poursuit.

A l'instar des éleveurs de bovins viande, les éleveurs d'ovins lait auraient besoin d'un minimum de lisibilité sur l'avenir de leur filière, afin d'asseoir un climat de confiance. Mais, en 2013, le volume de lait de brebis livré à l'industrie diminue de 5 % et n'est pas compensé par une augmentation suffisante du prix payé aux producteurs (+2 %). Cela aura très certainement des répercussions négatives sur les résultats économiques de ces élevages.

Ovins viande : la déprime continue

A la différence des élevages d'ovins lait, les troupeaux d'ovins viande de Midi-Pyrénées sont majoritairement conduits de manière extensive, sans réelle maîtrise de l'autonomie fourragère. Leurs performances économiques en sont régulièrement affectées. De même qu'en 2011, ces élevages ne tirent pas un réel bénéfice du bon niveau des cours 2012 des agneaux de boucherie. Bien que leur chiffre d'affaires augmente de 25 %, ce gain est totalement annihilé par l'augmentation des charges d'approvisionnement (+29 %), notamment le poste de l'alimentation du bétail (+28 %). La valeur ajoutée se redresse mais reste très négative. Seules les subventions d'exploitation contribuent à l'obtention d'un EBE positif, en progression de 8 % par rapport à 2011. Le fonds de roulement ne permettant pas de répondre à l'intégralité du besoin de financement du cycle d'exploitation, la trésorerie nette se dégrade de plus de 20 %.

Producteurs de Roquefort mieux rémunérés en 2012



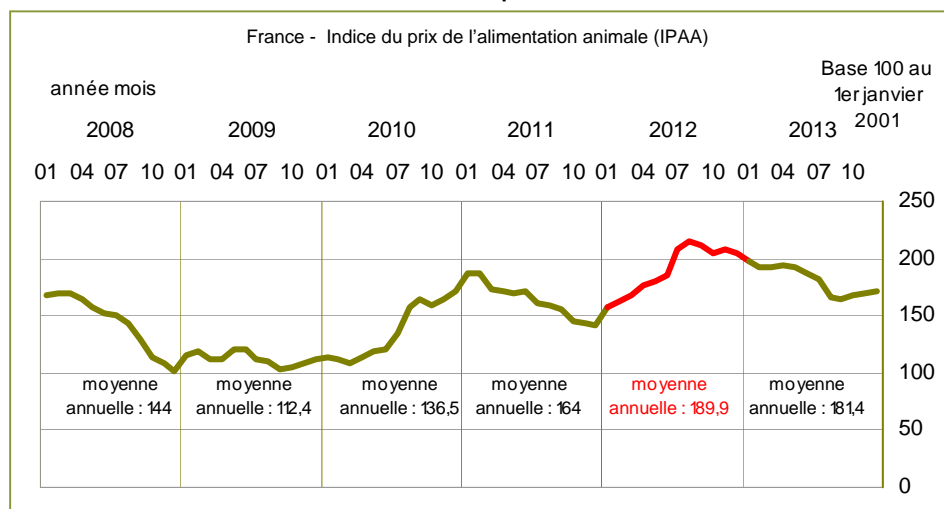
Lait de vache : dans l'attente d'une éclaircie

En 2012, les éleveurs de bovins lait sont pris en ciseau entre, d'une part, la baisse du prix du lait et, d'autre part, l'augmentation de leurs charges d'approvisionnement. De plus, l'activité de production laitière ralentit encore et les livraisons à l'industrie continuent de chuter.

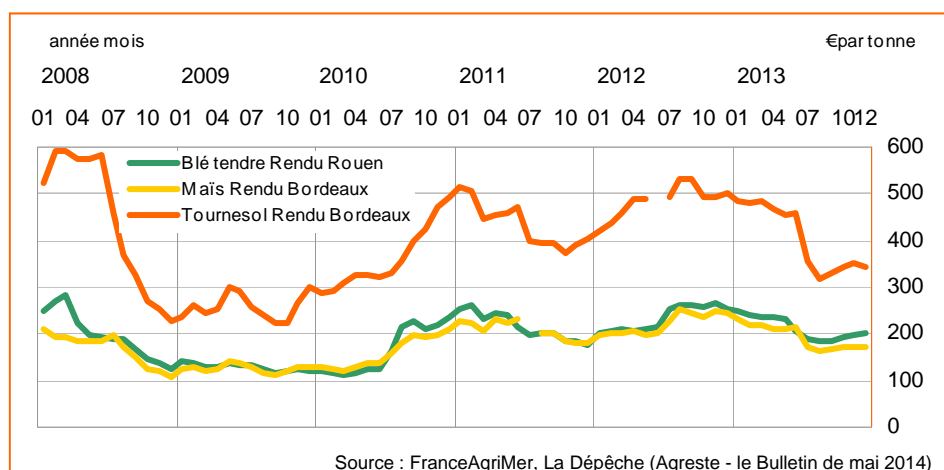
En conséquence, tous les soldes intermédiaires de gestion (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, EBE, résultat courant avant impôts) diminuent. Les capitaux propres augmentent néanmoins de 5 %, les éleveurs laitiers choisissant

de privilégier au détriment de leurs prélèvements privés (-40 %). De ce fait, le fonds de roulement se consolide, ce qui permet de financer largement les charges inhérentes au cycle d'exploitation. In fine, les trésoreries nettes s'établissent en moyenne à 15 522 € par exploitation contre 10 260 € en 2011. La fluidité de leur trésorerie préservée, les élevages de bovins lait continuent d'investir. Avec en moyenne 22 625 € d'investissement corporel par exploitation, la progression est significative par rapport à 2011 (16 423 €). En corollaire, la décapitalisation en biens corporels

L'alimentation du bétail pèse lourd en 2012



Des cours soutenus en 2012



s'arrête, à -2 872 € par exploitation contre 10 855 € en 2011. Comme les capitaux permanents sont en hausse et que l'encours des prêts à long et moyen terme diminue, le taux d'endettement atteint 28 %, deux points de moins qu'en 2011.

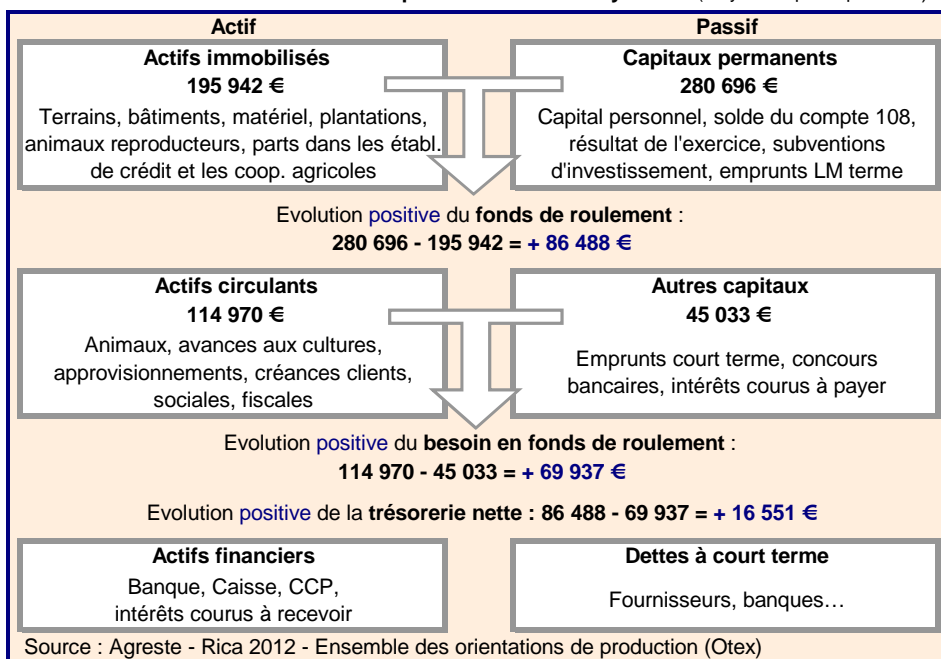
En 2013, l'horizon s'éclaircit progressivement avec l'augmentation significative du prix du lait payé aux producteurs (+8 %). A priori, cette situation se poursuivra en 2014, la demande mondiale de produits laitiers continuant de croître, alors que l'offre de matière première est limitée.

Céréales : une année exceptionnelle

En 2012, pour la troisième année consécutive, les cours mondiaux des céréales augmentent. De plus, les bonnes conditions climatiques de la campagne céréalière garantissent des rendements élevés. Tout cela contribue à une très forte consolidation des résultats économiques des exploitations de grandes cultures. Le chiffre d'affaires progresse de 16 % et la valeur ajoutée de 25 % malgré l'alourdissement du poste des intrants (+14 %). L'EBE croît de 17 % bien que les subventions d'exploitation aient légèrement diminué. La consolidation de ces fondamentaux permet d'augmenter de 20 % le montant des capitaux permanents (moyenne de 285 379 € par exploitation en 2012) sans recourir à un endettement excessif. En effet, l'encours des emprunts à long et moyen terme ne progresse que de 5 % alors que les capitaux propres s'étoffent de 24 %.

Ces évolutions se traduisent par l'accroissement du fonds de roulement qui couvre largement le besoin en fonds de roulement (respectivement, en moyenne par exploitation, 114 837 € et 92 612 €). In fine, la trésorerie nette des céréaliers de Midi-Pyrénées augmente de 13 % (22 225 € en moyenne par exploitation). La confiance étant désormais installée dans les filières grandes cultures, les exploitations spécialisées dans ces productions intensifient le rythme de leurs investissements, notamment celui des investissements corporels (+53 %). En effet, compte tenu des excellents résultats économiques des fermes céréalières, le tout conforté par deux années précédentes favorables, ces exploitations affichent des revenus imposables particulièrement élevés. Afin de réduire à son minimum la pression fiscale, la déduction pour investissement est pleinement activée. En conséquence, le montant 2012 des acquisitions de nouveau matériel et d'outillage s'élève en moyenne à 32 071 € par exploitation, en progression de 42 %. D'ailleurs les investissements couvrent enfin le montant de la dotation aux amortissements. La recapitalisation se chiffre ainsi par une moyenne de 5 506 € d'investissements corporels nets par exploitation. Cette situation, liée à une conjoncture

Tableau de financement 2012 des exploitations de Midi-Pyrénées (moyennes par exploitation)



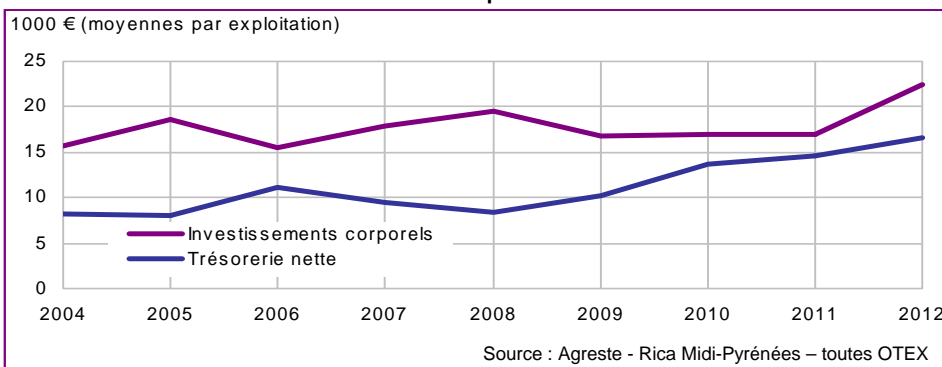
avantageuse, est fragile. Les résultats de la campagne céréalière 2013 traduisent un renversement de tendance, à cause de prix et de volumes tirés vers le bas.

Fruits : la sérénité retrouvée

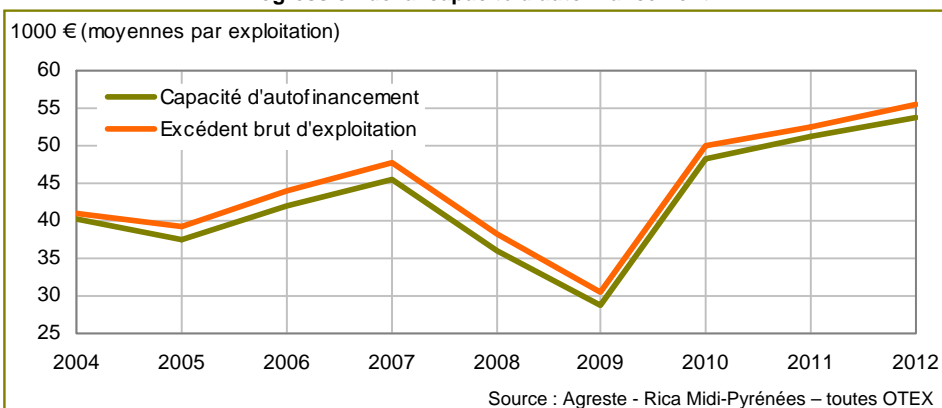
La campagne fruitière 2012 est marquée par des accidents climatiques. Des défauts de pollinisation dans le verger de pommiers de la vallée de la Garonne entraînent une chute d'environ 20 % de la production de pommes. Ce

phénomène, qui s'exprime également dans d'autres bassins de production fruitière européens, génère une insuffisance de l'offre de pommes dans l'hémisphère nord, non compensée par la production de l'hémisphère sud. En conséquence, les cours du marché de la pomme s'envolent. A l'instar des céréaliers, les arboriculteurs enregistrent pour la troisième année consécutive une progression et une consolidation de leurs résultats économiques. Tous les soldes intermédiaires de gestion sont en

Des trésoreries musclées poussent à investir



Progression de la capacité d'autofinancement



forte hausse et le résultat courant avant impôt par unité de travail annuel non salarié (ratio RCAI/UTANS) s'élève en moyenne à 46 600 €. En Midi-Pyrénées, cet indicateur de performance économique place l'orientation de production arboriculture en tête, devant l'orientation grandes cultures. Les capitaux permanents progressent fortement et le taux d'endettement, à 40 %, est en repli de quatre points par rapport à l'année 2011. Le fonds de roulement s'accroît de 36 % et couvre largement le besoin en financement du cycle d'exploitation. In fine, la trésorerie nette des exploitations s'élève en moyenne à 35 961 €, en nette progression par rapport à 2011 (20 636 €). Confortés par de bonnes performances économiques et des trésoreries consolidées, les arboriculteurs investissent en biens corporels, à hauteur de 38 869 € en moyenne par exploitation, contre 21 407 € en 2011. Aussi, le niveau de décapitalisation diminue fortement, il n'est plus que de 2 830 € par exploitation, contre 13 620 € en 2011.

Des résultats d'activité contrastés

Pour la troisième année consécutive, les résultats d'activité, mesurés par la capacité d'autofinancement, enregistrent une progression significative. En 2012 ils augmentent en moyenne de 8 % pour l'ensemble des exploitations régionales, avec des évolutions dissemblables entre orientations. Comme pour les éléments de bilan, la dégradation de la capacité d'autofinancement concerne en premier lieu les éleveurs de bovins lait, en second lieu les éleveurs d'ovins viande (respectivement -15 % et -12 %). A l'opposé, les arboriculteurs et les céréaliers enregistrent les plus fortes hausses (respectivement +18 % et +17 %). Les éleveurs de bovins viande tirent leur épingle du jeu avec une capacité d'autofinancement qui progresse de 13 %, ceux d'ovins lait affichent, plus modestement, une augmentation de 2 %.

Des marchés porteurs ne gommant pas les faiblesses structurelles

L'année 2012 se caractérise par une embellie significative des conditions de marchés, principalement pour les céréaliers et les arboriculteurs et, dans une moindre mesure, pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins lait.

Tous les ratios sont en hausse par rapport aux deux années précédentes mais la relative médiocrité des performances économiques persiste en comparaison d'autres régions. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée à la production) est inférieur de sept points à la moyenne française, mettant en évidence une moindre efficacité globale des consommations intermédiaires dans les exploitations agricoles de Midi-Pyrénées.

En grandes cultures, le taux de valeur ajoutée est de 39 %, six points de moins

qu'en région Centre. Cette moindre efficacité des moyens de production des exploitations midi-pyrénéennes de grandes cultures s'atténue progressivement depuis quelques années : l'écart était de dix points en 2009.

Pour les élevages de bovins viande de la région, le taux de valeur ajoutée est de 10 % en 2012, en progrès par rapport à 2011 mais l'écart (treize points) avec les élevages de bovins viande de Bourgogne ne se réduit pas, ces derniers générant plus de valeur ajoutée grâce à l'activité d'engraissement.

Seules les exploitations fruitières et les élevages d'ovins lait affichent un taux de valeur ajoutée supérieur à leur moyenne nationale. En arboriculture, la modernisation technique et commerciale des exploitations régionales est un des facteurs clé, principalement en ce qui concerne le verger de pommiers. En ovins lait, c'est la valorisation du lait de brebis destiné à la fabrication de Roquefort qui fait la différence.

La productivité du travail (valeur ajoutée par actif) des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées est de 22 863 € par unité de travail annuel, très en deçà de la moyenne française (39 615 €).

Notamment, dans l'orientation grandes cultures, la valeur ajoutée par actif, à 38 562 €, est inférieure de 25 % au ratio

national et de 37 % à celui de la région Centre.

Pourtant, le rendement économique brut de l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées (43 %) est légèrement supérieur à la moyenne française (41 %). Ce sont les subventions d'exploitation qui rendent possible ce rendement élevé. Elles représentent en effet 55 % de l'excédent brut contre 37 % à l'échelon national.

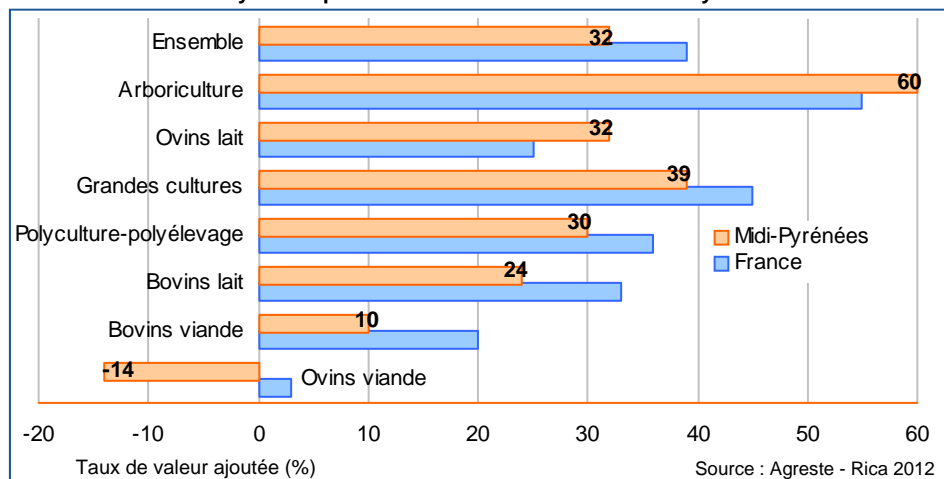
Des subventions vitales

En 2012, les exploitations régionales ont perçu en moyenne 30 178 € d'aides, dont 7 771 € au titre du second pilier. Au niveau national, le montant moyen des aides est de 31 070 € dont 7 750 € d'aides du second pilier.

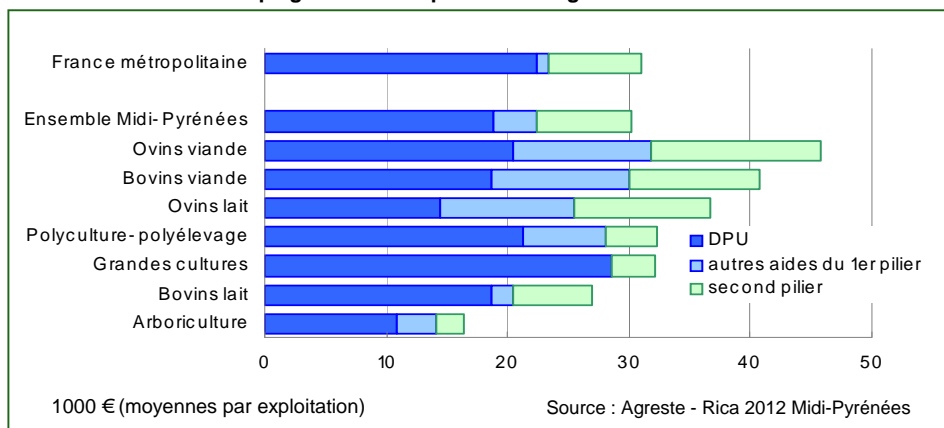
L'agriculture de Midi-Pyrénées dépend fortement des subventions. Leur montant total représente 94 % du résultat courant avant impôts, ce qui est moins qu'en 2011 (104 %) mais reste très élevé compte tenu d'une année 2012 plutôt favorable. En moyenne nationale, cette proportion atteint 61 %.

La part représentée par le second pilier dans le montant total des aides varie fortement selon l'orientation technico-économique des exploitations, les élevages extensifs d'herbivores étant les plus concernés.

Des moyens de production moins efficaces en Midi-Pyrénées



Découplage des aides quasi total en grandes cultures



Moyennes par exploitation pour les principaux systèmes de production (otex)	France	Midi-Pyrénées							
	toutes otex	toutes otex	grandes cultures	arboriculture fruitière	bovins lait	bovins viande	ovins lait	ovins viande	polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations de l'échantillon	7 317	482	137	32	40	59	44	40	55
Nombre d'exploitations représentées	304 585	25 526	6 039	756	2 085	4 403	1 966	1 894	3 549
Part de chaque otex (%)	///	100	23,7	3,0	8,2	17,2	7,7	7,4	13,9
Caractéristiques physiques									
Surface agricole utilisée (ha)	85,7	79,1	95,9	36,7	62,5	90,5	69,6	132,0	84,5
dont SAU en fermage	70,5	49,3	73,5	28,8	36,6	44,5	47,0	58,1	57,5
surface en productions végétales	81,9	71,0	90,3	35,2	61,1	83,1	69,5	73,8	81,4
surface fourragère principale	36,8	35,3	5,4	3,7	46,4	75,0	56,8	58,8	32,2
Effectifs animaux (UGB)	85,8	57,3	4,2	0,0	71,4	88,8	61,8	101,2	49,6
dont bovins	45,1	30,8	3,6	0,7	69,4	87,1	5,7	7,7	2,7
ovins	3,7	13,0	0,4	0,0	0,0	0,4	56,0	92,9	41,8
Nombre d'UTA	2,1	1,8	1,4	6,9	1,7	1,3	1,7	1,4	1,7
dont UTA non salariées	1,4	1,4	1,3	1,7	1,5	1,2	1,5	1,3	1,4
Financement et éléments du bilan									
Fonds de roulement net	122,3	86,5	114,8	196,4	66,2	73,2	79,9	61,3	86,9
Capacité d'autofinancement	81,3	53,8	70,2	112,0	49,3	37,5	61,0	35,7	55,2
- Prélèvements privés	47,2	20,8	13,7	51,4	17,5	21,0	38,5	12,5	14,2
= Autofinancements	34,1	33,0	56,5	60,6	31,8	16,5	22,5	23,2	41,0
Actif immobilisé	250,9	195,9	171,6	253,8	257,1	237,7	191,5	200,2	222,5
Actif circulant	174,1	115,0	145,6	117,9	92,1	93,5	107,5	81,8	115,8
dont stocks	103,5	51,6	54,2	40,7	41,0	53,2	33,0	36,6	63,4
Capitaux propres	254,9	217,8	226,6	256,9	251,4	261,3	195,8	191,6	243,8
Endettement total	171,6	93,9	92,7	184,9	98,9	70,6	109,2	92,4	95,1
Soldes intermédiaires de gestion									
Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	207,8	128,1	139,3	332,9	136,6	64,8	112,4	66,1	132,7
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
- Charges d'approvisionnement	76,0	50,9	49,8	57,7	59,6	29,8	43,3	38,1	53,2
- Autres achats et charges externes	51,0	36,8	35,3	74,4	43,7	28,4	34,6	31,2	39,6
= Valeur ajoutée hors fermage	81,2	40,5	54,4	200,9	33,3	6,6	34,5	-3,2	40,0
+ Subv. d'expl. et indemnités d'assurance	32,9	31,6	39,1	14,0	27,8	41,7	41,1	50,0	33,3
- Fermage	13,2	7,7	11,5	11,3	6,4	6,0	6,5	4,1	9,1
- Impôts	2,2	1,6	2,3	1,8	1,0	1,1	0,6	1,0	1,7
- Charges de personnel salarié	13,5	7,2	8,7	88,4	3,2	2,0	5,1	4,1	5,1
= Excédent brut d'exploitation	85,2	55,6	71,0	113,4	50,5	39,2	63,4	37,6	57,4
+ Transfert de charges et aut. produits	0,3	0,6	0,8	0,7	1,2	0,4	0,4	0,5	0,6
- Dotation aux amortissements	29,7	21,4	23,0	38,0	23,9	18,7	22,9	17,1	22,2
= Résultat d'exploitation	55,8	34,8	48,8	76,1	27,8	20,9	40,9	21,0	35,8
+ Produits financiers	0,7	0,4	0,8	1,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5
- Charges financières	5,2	2,9	3,1	5,1	2,8	2,2	2,7	2,5	3,4
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	51,3	32,3	46,5	72,4	25,2	18,8	38,3	18,6	32,9
+ Profits et charges exceptionnels (cessions actifs-quote part subv. invest.)	6,7	5,8	7,9	12,8	5,5	6,4	4,3	4,3	3,9
= Résultat de l'exercice	58,0	38,1	54,4	85,2	30,7	25,2	42,6	22,9	36,8
Charges sociales de l'exploitant	11,4	7,0	7,5	8,6	8,1	5,2	8,7	5,1	6,5
Subventions									
Total Aides (premier et second pilier)	31,1	30,1	32,1	16,4	27,0	40,8	36,8	45,8	32,5
dont premier pilier	23,3	22,3	28,5	14,2	20,5	30,1	25,6	31,9	29,0
deuxième pilier	7,8	7,8	3,6	2,2	6,5	10,7	11,2	13,9	3,5

Source : AGRESTE-RICA : Résultats définitifs 2012

UGB : Unité gros bétail tous aliments - une vache laitière représente 1,45 UGB, une vache nourrice 0,9 UGB

UTA : Unité de travail annuel - une UTA équivaut à la quantité de travail fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Le RICA

Le réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès d'environ 90 000 exploitations agricoles. Réalisé dans les vingt-sept États membres selon des définitions et des règles communes, il permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne.

En France, l'échantillon observé en 2012 regroupe 7 317 exploitations. Le champ couvert correspond aux 304 585 exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 €.

En Midi-Pyrénées, l'échantillon est de 482 exploitations, permettant de donner des résultats représentatifs pour les huit principaux systèmes de production. Il couvre un champ de 25 526 exploitations en 2012. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant de 430 exploitations.

Lexique

Besoin en fonds de roulement (BFR) : stocks circulants + valeurs réalisables à court terme - dettes à court terme (sauf crédits de trésorerie bancaires)

Capacité d'autofinancement (CAF) : résultat d'exploitation augmenté de la dotation aux amortissements

Capitaux propres : capitaux permanents + solde du compte 108

Excédent brut d'exploitation (EBE) : valeur ajoutée + subventions d'exploitation - charges salariales - impôts

Fonds de roulement (FR) : actifs stables - capitaux permanents

Rendement économique brut : excédent brut d'exploitation / production de l'exercice (nette des achats d'animaux)

Taux d'endettement : ratio de l'ensemble des dettes à court et moyen terme sur le passif total

Trésorerie nette : valeurs disponibles - crédits de trésorerie bancaires

Aides à l'agriculture : le régime des aides à l'agriculture répond aux exigences des accords de Luxembourg sur la politique agricole commune (PAC). Ces derniers ont institué les droits à paiement unique (DPU) avec un découplage des aides liées à la production d'abord partiel puis, depuis 2010, quasi total. Ces accords introduisent aussi la notion de conditionnalité, les aides découplées étant versées à la condition que l'agriculteur respecte les bonnes conditions agricoles et environnementales ainsi que le bien-être animal. Les aides découplées et couplées relèvent du premier pilier, les aides prenant en compte le développement rural et la préservation de l'environnement relèvent du second pilier (ICHN, PHAE, MAE, aides à l'installation...)

ICHN : indemnité compensatoire des handicaps naturels

PHAE : prime herbagère agroenvironnementale

MAE : mesure agroenvironnementale

Pour en savoir plus :

Résultats nationaux et régionaux 2012 : tableaux disponibles au SRISET

RICA France-Tableaux standards 2012 nationaux, Agreste Chiffres et données Agriculture n° 221 Février 2014

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr (rubriques : En région Midi-Pyrénées-Enquêtes-Données en ligne)

Résultats nationaux et régionaux

Site Internet des résultats européens du RICA : http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index_fr.cfm



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale
Cité administrative - Bât. E
Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cédex
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr
www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Pascal AUGIER
Directeur de la publication : Vincent DARMUZEY
Rédactrice en chef : Dominique AYMARD
Rédaction : Serge LADOIS
Composition : Dany GAYRAUD
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : à parution ISSN n° 0246-1803

Prix : 4€50 (gratuit à l'unité)
© Agreste 2014